

ICI *et* LÀ-BAS

Bulletin de Solidarité Mondiale a.s.b.l. – chaussée de Haecht, 579 – 1031 Bruxelles – Tél 02 246 38 81 – www.solmond.be



Rapport d'activités 2017

BE96-7995-5000-0005



**solidarité
mondiale**

ensemble contre l'injustice sociale

ICI et LÀ-BAS

n°111

Dans ce numéro

En chiffres

2017 | Solidarité Mondiale (WSM)
dans le monde

41



Asie

INDONÉSIE

Construire une sécurité sociale solide

71



Amérique latine

BOLIVIE

Cuisiner à l'énergie solaire sur l'Altiplano
HAÏTI

Tous unis pour le respect des droits

101



Afrique

RD CONGO

Katanga : se réunir pour (sur)vivre

141



Plaidoyer politique

Plaidoyer pour les jeunes durant
le sommet UE-Afrique

La protection sociale à l'agenda
international au Salvador

181



Belgique

Internationalisation

Stop aux violences sexistes au travail
Campagne

Justice migratoire... Justice sociale !

211



Nos partenaires



LA COOPÉRATION
BELGE AU DÉVELOPPEMENT .be

SOLIDARITÉ MONDIALE

a pour ambition de renforcer les
mouvements sociaux dans le Sud pour
qu'ils soient acteurs de changement et
agents de développement en faveur de
leur population locale.

Financer ces partenaires là-bas et
sensibiliser ici sur les enjeux Nord-Sud
sont les principaux objectifs de notre
organisation.

SOLIDARITÉ MONDIALE

est l'ONG du Mouvement ouvrier chrétien
et de ses organisations membres :
CSC, ANMC, JOC, VF, EP.

SOLIDARITÉ MONDIALE asbl

Chaussée de Haecht 579

1030 Bruxelles

Tél 02 246 38 81

Fax 02 246 38 85

solidarite.mondiale@solmond.be

www.solmond.be

Cpt : BE 96-7995-5000-0005

Coordination générale

Jennifer Van Driessche

Ont collaboré à ce numéro

Santiago Fischer, Nancy Govaert, Edmond
Dieudonné Hakizimana, Annemie
Janssens, Gijs Justaert, André Kiekens,
Katrien Liebaut, Dieudonné Wamu
Oyatambwe, Jeroen Roskams, Bismo
Sanyoto, Jennifer Van Driessche

Conception / MEP

Marie-Hélène Toussaint

Photos couverture

© WSM

Impression

Imprimerie Les Editions Européennes

Ici et Là-Bas est imprimé sur
papier recyclé, encre végétale,
en format économique.

N°111

Mai-Juin-Juillet-Août 2018

Éditrice responsable :

Antoinette MAIA

chaussée de Haecht, 579

1030 Bruxelles





■ PAR ANDRÉ KIEKENS, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE SOLIDARITÉ MONDIALE (WSM)

Chère sympathisante, cher sympathisant,

On peut attendre que la tempête nous emporte... ou préférer danser sous la pluie !

2017 a été pour Solidarité Mondiale (WSM) une année à la fois **importante** et **difficile**, mais au moment de faire les comptes, on peut dire que cette année s'est terminée sur des notes positives.

Importante, car il s'agissait de l'année de démarrage de notre **nouveau** et **ambitieux** programme qui court jusqu'en 2021. **Nouveau**, car pour la première fois, ce programme a été élaboré en commun, en collaboration avec toutes les forces du Mouvement ouvrier chrétien. Y compris donc toutes les composantes de la CSC et de la Mutualité chrétienne.

Ambitieux, car nous y développons la coopération dans 20 pays avec près de 82 organisations ! Dans les différents numéros précédents de notre revue «Ici & Là-bas», vous avez déjà pu lire les bons résultats qui en découlent.

La vie nous a été rendue **difficile** par des décisions politiques qui ont mis notre programme et nos moyens sous pression. Nous avons notamment dû attendre jusqu'au mois de mars pour recevoir l'approbation formelle des budgets accordés. Ce programme approuvé a été immédiatement hypothéqué par de l'incertitude et des coupures budgétaires qui auraient vraiment dû être évitées. Cela a provoqué dans l'ensemble du secteur de la coopération au développement des situations complexes.

Votre soutien solidaire a pu permettre à Solidarité Mondiale de sortir la tête haute de ce contexte difficile et de pouvoir commencer la mise en œuvre son programme initial presque dans son intégralité. A l'inverse des incertitudes de nos autorités politiques, nous pouvons compter sur un réseau fort de sympathisants et militants. Avec nos partenaires d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, nous vous sommes donc très reconnaissants.

La solidarité de nos nombreux donateurs et donatrices, ainsi que l'investissement de nos partenaires ont donc fait au final de l'année 2017 de nouveau une bonne année où nous avons pu engranger de nombreux succès ! ☘

Une citation...

«La vie, ce n'est pas d'attendre que l'orage passe, c'est d'apprendre à danser sous la pluie» (Sénèque)

... Une image



2017 | Solidarité Mondiale

PAR KATRIEN LIEBAUT

Solidarité Mondiale soutient 82 partenaires dans 20 pays !

AFRIQUE 66% des ressources • 10 pays • 43 partenaires	Afrique centrale 32% • 18 partenaires 3 pays : Burundi, Congo, Rwanda Afrique de l'Ouest 34% • 25 partenaires 7 pays : Bénin, Burkina Faso, Guinée, Mali, Mauritanie, Sénégal, Togo
AMÉRIQUE LATINE 18% des ressources • 5 pays • 22 partenaires	Bolivie, République dominicaine, Guatemala, Haïti, Pérou
ASIE 15% des ressources • 5 pays • 16 partenaires	Bangladesh, Philippines, Inde, Indonésie, Népal
INTERNATIONAL : 1% des ressources - 1 partenaire	

LES RECETTES – ou d'où proviennent nos ressources...

Subsides publics : 5.774.449 euros

Pour tous nos subsides, l'État fédéral a préalablement approuvé un plan pluriannuel minutieusement élaboré et décrivant clairement toutes nos activités ainsi que les résultats à atteindre. Nous justifions chaque euro que nous recevons, sur base annuelle, à l'État. 2017 a été la première année de notre nouveau plan pluriannuel qui court jusqu'en 2021.

Nos ressources publiques en détail

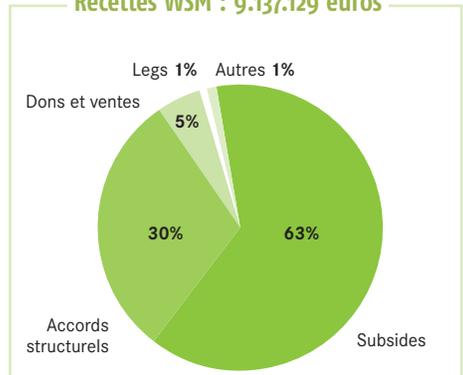
- Subsides publics fédéraux : 5.468.966 euros
- Subsides octroyés par des autorités régionales (communes, villes, provinces, régions) et subsides à l'emploi : 305.483 euros

Autres recettes : 3.362.680 euros

Outre les fonds publics, notre organisation doit pouvoir garantir un certain pourcentage de fonds propres. Nous mettons par ailleurs

plusieurs de nos projets en œuvre avec des fonds propres. Aussi, nous nous efforçons, en sus de ces subsides, de récolter le plus de moyens possibles auprès d'autres sources de revenus. Cela nous permet de demeurer une organisation saine et indépendante. Notre défi annuel : récolter un minimum de 35% de nos revenus globaux en fonds propres, un objectif que nous avons une nouvelle fois atteint en 2017 avec 37% de fonds propres.

Recettes WSM : 9.137.129 euros



(WSM) dans le monde

Nos fonds propres en détail :

- **Recettes provenant de dons et de ventes : 447.278 euros**

Merci pour votre soutien indéfectible. Avec quelques 2.564 particuliers et 521 organisations, vous avez fait des dons pour un montant de 447.278 euros. C'est tellement important de pouvoir compter sur vous !

- **Accords pluriannuels : 2.722.557 euros**

Nous pouvons aussi compter sur des moyens provenant d'accords pluriannuels conclus avec 38 partenaires dans et en dehors du Mouvement ouvrier chrétien.

WSM a reçu notamment des fonds provenant d'accords conclus avec :

- la CSC, la MC, Femma, KWB, le MOC, Bewe-ging.net, BRS et la banque VDK pour un total de 1.370.339 euros ;
- des fonds et centrales syndicales, d'associations mutualistes et d'entités régionales : 1.144.041 euros ;
- 11.11.11, la coupole flamande d'organisations Nord-Sud : 208.177 euros et CNCD-11.11.11, la coupole francophone d'organisations Nord-Sud : 34.236 euros.

Vous trouverez un aperçu complet de nos partenaires structurels sur www.solmond.be. Merci, grâce à vous, nous pouvons construire nos actions sur le long terme!

- **Legs : 90.264 euros**

Nous témoignons un profond respect envers toutes ces personnes qui envisagent de contribuer financièrement à notre organisation en nous couchant sur leur testament. Ce geste noble de leur part donne la vie.

Vous trouverez sur solmond.be une version détaillée de nos activités, notre bilan et notre compte de résultats.

LES DÉPENSES – ou comment nous réalisons nos objectifs...

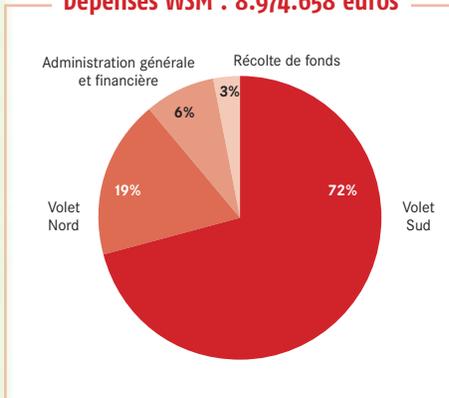
Investissements dans nos pays partenaires : 6.315.333 euros

Forts de cette somme, soit 71% de l'ensemble des moyens, nous poursuivons, en compagnie de 82 organisations sociales telles que les syndicats, mutualités, groupes de défense des femmes et de la jeunesse, la lutte contre la pauvreté et les inégalités dans 20 pays.

Soutien commun à la vision de WSM : 1.647.296 euros

Un travail décent et une protection sociale constituent les clés permettant de mettre un terme à la pauvreté de manière durable. C'est là notre vision à laquelle nous ambitionnons de rallier le plus grand nombre de personnes,

RECETTES 2017		DÉPENSES 2017	
Subsides	5.774.449 EUR	Volet Sud	6.315.333 EUR
Accords structurels	2.722.557 EUR	Volet Nord	1.647.296 EUR
Dons et ventes	447.278 EUR	Administration générale et financière	721.271 EUR
Legs	90.264 EUR	Récolte de fonds	290.758 EUR
Autres	102.581 EUR		
Total	9.137.129 EUR	Total	8.974.658 EUR

Dépenses WSM : 8.974.658 euros

tant en Belgique qu'au sein de plusieurs institutions internationales. Pour y parvenir, nous menons des campagnes de sensibilisation et œuvrons au niveau politique. En 2017, nous avons participé à la grande coalition du CNCN-11.11.11 autour de la campagne pour la justice migratoire. 2017 a aussi été la première année de notre campagne #VêtementsClean que nous avons menée conjointement avec la CSC, la CNE, l'ACV-CSC Metea, la CSC Alimentation et Services, la CSC Services publics, le MOC, énéoSport et la plateforme achACT.

Garantie de qualité et transparence de notre fonctionnement : 721.271 euros

La qualité, la transparence et une communication correcte constituent à nos yeux une priorité importante. En 2017, nous avons dépensé 8% de nos moyens dans la gestion générale de notre organisation, en d'autres termes, le service financier, la politique en matière de ressources humaines, un appui permanent à la qualité et la coordination générale, notamment, qui tous ensemble garantissent la qualité de notre travail.

Garantie des moyens : 290.758 euros

Nous avons dépensé 3% de nos moyens dans la récolte de fonds, ce qui nous a permis de mettre en place de nouvelles actions et de garantir un reportage qualitatif à tous nos donateurs.

LES RÉSULTATS

Nous avons relevé, en 2017, une légère baisse de 5% de nos activités dans le Nord et le Sud. Celle-ci est imputable à la clôture planifiée de plusieurs programmes en Afrique ainsi qu'à des économies dans les subsides publics. Ces dernières nous ont contraints à poser certains choix, notamment la nécessité de réaliser plusieurs mesures d'économie au niveau de notre volet Nord. Par contre, nous avons choisi de poursuivre notre collaboration planifiée avec l'ensemble de nos partenaires dans le Sud. Afin de financer leurs programmes, nous avons décidé de soutenir plusieurs partenaires en puisant dans nos fonds propres. Tous nos partenaires ont ainsi pu réaliser la majeure partie de leurs activités en 2017.

Le total de nos recettes a chuté de 5% en 2017 par rapport à 2016. Quant à nos dépenses, elles ont baissé de 8%. Cela est imputable à la réduction de nos activités due aux économies ainsi qu'à l'approbation tardive de notre nouveau programme pluriannuel 2017-2021. Il n'en demeure pas moins qu'en raison de cela, d'une part, et des récupérations imprévues de nos frais de personnel, d'autre part, nous sommes tout de même parvenus à boucler l'exercice 2017 sur un résultat positif de 162.470 euros. 

WSM est membre de l'AERF, l'Association pour une Éthique dans les Récoltes de Fonds.



L'Association pour une Éthique dans les Récoltes de Fonds offre des garanties de qualité morale dans les récoltes de fonds ainsi que la transparence des comptes

de ses membres. Elle vérifie si une organisation récolte ses fonds de manière éthique. Chaque année, l'AERF effectue un contrôle des chiffres de ses membres. En 2017 également, nous avons obtenu un excellent résultat au contrôle effectué par l'AERF. **Nous gérons votre argent avec beaucoup de précautions et votre don est bien utilisé ; c'est ce que nous entendons vous démontrer à travers notre affiliation à l'AERF.**

L'industrie du bois et du papier, une des causes majeures de déforestation massive de la forêt tropicale indonésienne, est dans le même temps un employeur de premier ordre du pays.

INDONÉSIE

Construire la sécurité sociale

PAR BISMO SANYOTO & JEROEN ROSKAMS

Depuis 2014, l'Indonésie œuvre sans relâche au développement d'un nouveau système de sécurité sociale pour ses 261 millions d'habitants. D'ici à 2019, chaque habitant devrait pouvoir prétendre au bénéfice d'indemnités en cas de maladie. D'ici à 2029, chaque Indonésien actif devrait être affilié à la sécurité sociale pour des risques liés au travail. Un projet ambitieux qui peut assurément compter sur les efforts accomplis par notre partenaire syndical KSBSI.

Un projet ambitieux

La sécurité sociale a connu une profonde réforme en Indonésie et est réglementée, depuis quelques années, par deux nouvelles instances de sécurité sociale. En janvier 2014 a vu le jour l'«Agence Santé», qui nourrit l'ambition d'affilier l'ensemble des Indonésiens à l'assurance maladie universelle d'ici à 2019.

L'«Agence Travail» est, pour sa part, responsable de la protection du revenu des travailleurs indonésiens et de leur famille en cas de retraite, d'accident du travail ou de décès. D'ici à 2029, tous les travailleurs indonésiens du secteur privé et public devraient être couverts pour ces risques.

La législation oblige les employeurs et les travailleurs actifs dans le secteur formel à contribuer au financement de la sécurité sociale. Quelque 14% au total de leur salaire

mensuel devraient aller au paiement des cotisations de sécurité sociale, dont 10% versés par l'employeur et 4% par le travailleur. Quant aux travailleurs de l'économie informelle, ils peuvent cotiser sur base volontaire, sauf pour leur pension pour laquelle la cotisation est obligatoire.

À l'épreuve de la réalité

Bien que la législation indonésienne en matière de sécurité sociale soit sans conteste la plus avancée dans l'ensemble du sud-est de l'Asie, la mise en œuvre de la politique laisse pas mal à désirer.

Pour commencer, une grande partie de la population active n'est pas au courant de son droit à des allocations. Qui plus est, de très nombreuses entreprises, particulièrement les PME, omettent de payer les cotisations sociales,

si bien qu'en cas de maladie, par exemple, le personnel ne peut pas prétendre au remboursement de ses frais. On estime à plus de 70% la proportion d'Indonésiens qui travaillent dans l'économie informelle et nombre d'entre eux ne peuvent se priver d'une partie de leurs revenus. Aussi, seule une fraction d'entre eux peut aujourd'hui effectivement avoir recours à la sécurité sociale. Il reste dès lors encore beaucoup de pain sur la planche pour faire aboutir cet ambitieux projet, une tâche à laquelle s'active notre partenaire syndical KSBSI.

Focus sur la pulpe de bois et le papier

L'Indonésie occupe la neuvième position mondiale en termes de production de pulpe (7,93 millions de tonnes par an) et la sixième pour le papier (12,98 millions de tonnes). L'industrie de la pulpe de bois et du papier y représente plus de 6% de la valeur ajoutée totale générée chaque année par le secteur manufacturier en Indonésie. Elle occupe 260.000 travailleurs, tout en créant du travail pour 1,1 million d'Indonésiens. Et même si le papier est en perte de vitesse en raison de la digitalisation, il n'en demeure pas moins que la demande de papier connaît toujours une hausse annuelle de 2 à 3%. Cette industrie, qui représente malheureusement une cause majeure de déforestation massive de la forêt tropicale indonésienne, soit la troisième plus importante forêt de notre planète, est dans le même temps un employeur de premier ordre. Ces dernières années, notre partenaire syndical indonésien KSBSI a formé ses membres actifs dans ce secteur à réclamer des droits à la sécurité sociale pour 22.000 de leurs collègues.

Des avancées pour des milliers de travailleurs

Le projet, lancé en 2013 par quatre centrales syndicales de KSBSI¹, a été financé avec l'appui

négocié par la CSC BIE² au sein du Fonds social pour le secteur du papier de Belgique³. Il s'est focalisé sur la formation de travailleurs et de cadres syndicaux dans neuf usines de pulpe et de papier, réparties sur l'archipel indonésien. Parmi celles-ci figuraient plusieurs grosses pointures, toutes établies sur l'île de Sumatra, et employant plus de 17.700 travailleurs.

Des informations utiles concernant la mise en œuvre pratique de la nouvelle loi relative à la sécurité sociale sont ressorties lors des séances de formation. Il s'est ainsi avéré que nombre des travailleurs employés chez des sous-traitants ne comptant pas de représentation syndicale active ou des travailleurs avec des contrats à court terme n'étaient pas affiliés à la sécurité sociale. Avant la réforme déjà, les grosses usines octroyaient des assurances maladie privées offrant la garantie d'une meilleure qualité de soins et de services dans les hôpitaux. Dans l'une des usines, les travailleurs disposent même de leur propre hôpital sur le site de production. Le défi à relever à cet égard consiste à harmoniser l'assurance existante avec la nouvelle assurance maladie publique, afin que les travailleurs ne



On estime à plus de 70% la proportion d'Indonésiens qui travaillent dans l'économie informelle.

1. Il s'agit des quatre centrales syndicales suivantes : HUKATAN (centrale de la sylviculture et l'agriculture, et des plantations), FKUI (centrale des travailleurs de la construction et des travailleurs informels), KIKES (centrale de la chimie et de la santé), NIKEUBA (centrale du commerce, de l'informatique, des finances et du secteur bancaire)

2. CSC Bâtiment Industrie Energie

3. Fonds de sécurité d'existence pour la transformation du papier et du carton, Commission paritaire 136



KSBSI a organisé des formations sur les droits à la sécurité sociale pour près de 22.000 travailleurs dans le secteur de la pulpe de bois et du papier.

subissent pas de régression sur le plan des soins de santé.

Impact sur d'autres secteurs

En fin de compte, le projet a produit des résultats d'envergure au terme de quatre années. Non seulement des milliers de travailleurs et travailleuses indonésiens actifs dans le secteur de la pulpe et du papier sont à présent mieux informés de leur droit à la sécurité sociale, mais dans cinq des plus grandes usines, les militants de KSBSI ont négocié une affiliation intégrale du personnel à l'assurance maladie universelle de l'État, et ce, sans que cette couverture se substitue aux avantages existants. Il a en outre été stipulé

que les travailleurs de certains sous-traitants devaient être couverts par la sécurité sociale. La formation a de même eu pour effet secondaire significatif l'affiliation de bon nombre de travailleurs au syndicat KSBSI, si bien que les militantes et militants ont acquis de ce fait une position plus forte dans

les négociations. Le dialogue social avec les employeurs du secteur de la pulpe et du papier ainsi qu'avec les institutions de sécurité sociale s'est renforcé tout au long du projet.

Ce dernier a enfin aussi eu un impact sur les travailleurs et membres syndicaux actifs dans d'autres secteurs de l'économie, car les autres centrales de KSBSI aimeraient reprendre ces bonnes pratiques et en tirer des enseignements. A tel point que le programme de formations a été étendu, grâce à des moyens libérés par la Coopération fédérale belge au développement, à toutes les centrales de KSBSI, et ce, jusqu'en 2021.

Du pain sur la planche !

En dépit des résultats fructueux engrangés, il reste encore énormément d'obstacles à surmonter à l'avenir. Donner à un pays à revenu intermédiaire comptant 261 millions d'habi-

tants l'accès à la sécurité sociale constitue en effet un immense défi impossible à relever en quatre années. Selon les estimations, quelques 70% de la population seraient pour l'heure affiliés à l'assurance maladie. Mais 16% à peine des 127 millions de travailleurs indonésiens (dont un million

seulement de travailleurs informels) sont aujourd'hui déjà couverts par l'« Agence Travail ». Il reste donc pas mal de pain sur la planche, mais nous y travaillons sans relâche avec KSBSI. 

« Donner à un pays à revenu intermédiaire comptant 261 millions d'habitants l'accès à la sécurité sociale constitue en effet un immense défi. »

BOLIVIE

Cuisiner à l'énergie so

Avec près de 330 jours de soleil par an, la région d'Oruro à l'ouest de la Bolivie est une des zones qui bénéficie du plus d'ensoleillement au monde. Chaque mètre carré de territoire reçoit l'énergie équivalente à la consommation quotidienne de 60 lampes de 100 watts. Notre partenaire bolivien SENTEC s'attelle désormais à proposer des ateliers à des jeunes afin de leur apprendre à fabriquer des objets de la vie quotidienne fonctionnant grâce à cette énergie propre. Pour SENTEC, le travail décent et la protection de l'environnement vont de pair !

Miguel Terán est directeur de SEN-TEC : *« Je me suis rendu compte que rien ne se faisait dans mon pays pour profiter de cette formidable ressource, qui est pourtant gratuite et surtout renouvelable. C'est d'autant plus invraisemblable que nous sommes un des pays les plus vulnérables aux changements climatiques, avec des sécheresses inexplicables, des glaciers qui fondent, et des tempêtes glaciales qui se multiplient. »*

Miguel Terán s'est donc mis en tête d'apporter sa pierre à l'édifice pour lutter contre le réchauffement climatique, tout en offrant de nouvelles possibilités de sortir de la pauvreté aux populations les plus précaires. *« Chez SEN-TEC, cela fait trente ans que nous sommes actifs dans la formation à des métiers techniques. Nous avons donc créé et développé dans nos ateliers, grâce à un spécialiste que nous avons engagé pour accompagner nos stagiaires, des objets de la vie quotidienne qui fonctionnent grâce*



Grâce aux formations données par SENTEC, plus de mille jeunes ont été formés à la fabrication d'objets fonctionnant à l'énergie solaire.

au soleil», dit-il avec fierté. « C'est ainsi qu'ont été créés des radios, des cuisinières, des séchoirs à aliments (permettant une meilleure conservation), des purificateurs d'eau et des chauffe-eaux. Toute une panoplie d'objets qui ont tous une utilité majeure dans cette zone reculée de la Bolivie. »

En formation avec bébé en écharpe

Mais le SENTEC a voulu voir plus grand et former davantage de personnes. *« Nous avons pris contact avec des écoles secondaires et des écoles techniques afin de leur proposer de former leurs élèves. »* Trois ans après le début de cette aventure, et grâce à un financement de Solidarité Mondiale (WSM), plus de mille jeunes ont acquis les techniques de fabrication leur permettant de construire eux-mêmes tous ces

Cuisiner, sécher des fruits, se laver, tout ça avec le soleil ! Une plus-value sociale directe, tout en innovant.



laire sur l'Altiplano

PAR SANTIAGO FISCHER



© WSH

objets. «*Nous proposons un cycle complet leur permettant de comprendre tout d'abord comment fonctionne l'énergie solaire, jusqu'à des ateliers pratiques*». Un grand enthousiasme anime les participants. «*Nous avons même beaucoup de jeunes filles, qui viennent avec leurs bébés en écharpe, pour apprendre ces techniques. C'est une dimension primordiale pour nous qu'elles puissent aussi participer à cette dynamique*».

Des avantages pour la population et l'environnement

Les élèves ressortent de ces ateliers conscients que l'énergie solaire peut changer leur vie quotidienne et celles de leurs parents. À chaque fois, les objets solaires sont laissés sur place afin qu'ils y trouvent une utilité immédiate



© WSH

pour des familles, des communautés ou des établissements scolaires. Une plus-value sociale directe qui permet d'améliorer le sort des populations tout en innovant.

Les familles dépensent moins d'argent pour l'acquisition de combustibles fossiles, comme le gaz. Ce sont surtout les femmes, habituées de ces corvées, qui peuvent s'émanciper davantage grâce à ce précieux temps libéré.

De plus, l'utilisation de cette énergie propre et abondante permet d'atteindre l'autosuffisance énergétique pour des populations habitant loin des villes. Elles économisent des ressources non renouvelables, comme le bois, qui peine à repousser sous l'effet du déboisement intensif commis par les populations. L'énergie solaire permet ainsi la régénération d'espaces verts.

Des matériaux coûteux

Mais le coût élevé de l'investissement dans le matériel reste un frein. «*Il faut des matériaux de qualité pour atteindre de hautes performances énergétiques. La plupart peuvent se trouver sur le marché d'Oruro, mais il faut pouvoir avoir une mise de départ*», regrette Miguel Terán. «*C'est pourquoi les ateliers que SENTEC dispense sont gratuits, grâce à l'appui de Solidarité Mondiale*». Le problème réside surtout dans le manque de soutien de l'État bolivien à ce type d'initiative. Alors, SENTEC prend régulièrement son bâton de pèlerin et sensibilise la population et des décideurs politiques aux bienfaits de cette énergie propre.

Malgré ce manque de soutien, Miguel Terán est persuadé de la puissance transformatrice de ce projet : «*Nous donnons des outils à des jeunes qui pourront, à terme, créer une entreprise d'économie sociale et solidaire afin de développer une activité professionnelle respectueuse de l'environnement*».

Ce projet de Solidarité Mondiale a vu le jour avec le soutien de la CSC BIE et de la LBC-NVK, grâce au financement octroyé par le Fonds de Sécurité d'Existence du Secteur Pétrolier. 

HAÏTI

Tous unis pour le respe

PAR KATRIEN LIEBAUT

Même en ayant un emploi, les travailleurs en Haïti vivent dans la pauvreté. Les salaires minimums légaux y sont trop bas. Les conditions de travail dans les usines y sont détestables. Les employeurs omettent de payer les cotisations obligatoires à la sécurité sociale. La solution alternative à cela : un emploi dans l'économie informelle, où les conditions de survie sont encore plus pénibles. Les partenaires de Solidarité Mondiale (WSM) en Haïti unissent leurs forces pour lutter contre cette situation.

Plusieurs problèmes sous-tendent la pauvreté structurelle en Haïti, dont le salaire minimum légal trop bas. Bien que les prix des produits de base, tels que les denrées alimentaires, l'eau, le logement ou encore les transports publics, aient connu une hausse des prix exponentielle ces dernières années, les salaires minimums légaux sont, eux, restés stables durant toutes ces années. Des études ont démontré qu'une famille haïtienne a besoin au minimum du double pour survivre.

Trop peu d'emplois et une sécurité sociale mise à mal

Quelque 95 sociétés étrangères se sont installées dans neuf « zones de libre-échange » spé-

cialement délimitées en Haïti, attirées par des avantages fiscaux. Elles ne paient pas d'impôts et ont la garantie d'y disposer d'une main-d'œuvre bon marché. De plus, la législation du travail n'y est pas respectée stricto sensu.¹

La majorité des Haïtiens sont peu qualifiés, une situation imputable au coût trop élevé de la scolarité. Or, toutes réunies, les usines haïtiennes offrent des emplois à près de 60.000 travailleurs à peine, soit un nombre nettement trop bas lorsqu'on sait que la population active en Haïti s'élève à cinq millions de personnes ! Pas étonnant donc que



Devant le manque d'emplois décents, beaucoup d'Haïtiens se tournent vers les petits boulots dans l'économie informelle.

ct des droits

peu de patrons soient enclins à prêter l'oreille à un travailleur mécontent. Ce ne sont pas les candidats qui manquent.

De plus, on constate régulièrement que les employeurs ne respectent pas leur obligation de payer les cotisations de sécurité sociale, ce qui empêche par exemple les nouvelles personnes retraitées de toucher leur pension, ou oblige les femmes à reprendre le travail deux semaines seulement après leur accouchement.

Plus forts au sein d'un réseau

Nos partenaires haïtiens ont décidé d'unir leurs forces, sous l'impulsion de Solidarité Mondiale : l'organisation de jeunesse JOC, l'organisation de santé MOSCTHA et l'organisation des femmes CPFO se sont réunies au sein d'un réseau avec trois syndicats actifs dans différents secteurs. Depuis 2014, ils mènent ensemble le combat en faveur des droits des travailleurs et de la protection sociale. Ils organisent des campagnes à destination du grand public tout en faisant du lobbying auprès des employeurs et des autorités. Grâce à leur collaboration, ils sont en mesure d'atteindre plus de gens et ont plus de canaux à leur disposition pour, par exemple, interpeller les hommes politiques.

Les politiques sous pression !

En 2016 a été annoncée une réforme de la législation nationale du travail, mais les pouvoirs publics ont « omis » d'impliquer les travailleurs dans le processus. D'entrée de jeu,

le réseau des partenaires de WSM a donné la parole aux travailleurs. Il a plaidé en faveur d'une meilleure réglementation en matière d'inspection du travail, d'indemnités de licenciement, de repos de maternité et d'heures de travail, tous des aspects insuffisamment pris en compte jusque-là. Pour ce faire, ce réseau s'est fondé sur les normes de l'Organisation internationale du Travail (OIT).

Haïti rappelée à l'ordre par la commission normative de l'OIT

En 2017 encore, nos partenaires ont mené une lutte acharnée pour une meilleure réglementation en matière d'heures de travail. Lorsque les

En 2017, lorsque le travail de nuit a été permis, on n'a pas tenu compte des risques lors des déplacements domicile-travail. Le réseau des partenaires Solidarité Mondiale a porté plainte à l'OIT.



© WSM

employeurs et les pouvoirs publics ont décidé unilatéralement de permettre le travail de nuit, il s'est avéré que les quarts de nuit ont été imposés sans la moindre prime ou rémunération additionnelle ! Et on n'a tenu aucun compte des problèmes de sécurité des déplacements domicile-travail. Aussi, le réseau des partenaires de WSM a, en 2017, porté plainte à l'OIT. Résultat : cette année, Haïti a dû rendre compte à la commission normative sur sa réglementation en matière de temps de travail ; le pays va dorénavant recevoir des directives afin que le travail de nuit soit mieux organisé, tant pour les employeurs que pour les travailleurs. ☞

1. Voir l'article «Les parcs industriels : entre ironie et non-respect des droits» p.14-15, ILB 110, janvier-avril 2018

RD CONGO

Katanga : se réunir pour (sur)vivre

PAR EDMOND DIEUDONNÉ HAKIZIMANA
& DIEUDONNÉ WAMU OYATAMBWE

En Afrique, dominée par le secteur informel, l'économie sociale et solidaire est aujourd'hui un levier prometteur dans la lutte pour sortir la population de la pauvreté. Au Katanga, le MOCC, partenaire de Solidarité Mondiale (WSM), accompagne les communautés locales dans leur développement. Objectif : soutenir le développement de coopératives, pour donner de nouvelles perspectives à des populations laissées pour compte, dans un pays qui fait face à la fois à une situation politique instable et à une crise économique profonde.

À l'instar de l'ensemble de la République démocratique du Congo, l'ancienne province du Katanga, réputée pour ses nombreuses richesses minières, fait face à de nombreux défis économiques, sécuritaires et sociaux. C'est dans ce contexte de pauvreté et de misère grandissante que le Mouvement ouvrier chrétien du Congo (MOCC) accompagne des communautés locales pour leur développe-

ment en générant de vraies perspectives pour des populations fragiles.

Une coupole d'organisations aux services multiples

Le MOCC est une coupole de plusieurs organisations : syndicats, mutuelles de santé, organisations de femmes et de jeunes, etc. C'est l'un des principaux partenaires de Solidarité Mondiale au Congo depuis de nombreuses années.

Les services offerts à la population congolaise par le MOCC et ses membres sont multiples : défense des droits des travailleurs, formation continue, accès aux soins de santé, initiatives d'économie sociale, organisation de femmes ou de jeunes, etc. Le mouvement compte près de 70.000 bénéficiaires, dont plus de 42.000 femmes.

Dans la province du Katanga, le MOCC a engagé des actions de grande envergure de redynamisation de toutes ses branches locales. C'est dans ce cadre qu'a été initiée une campagne de sensibilisation des communautés locales à se regrouper dans des initiatives coopératives. L'objectif visé : aider les populations rurales à générer des revenus à travers le développement de coopératives de production. Ainsi, avec des revenus accrus, ces communautés peuvent mieux assurer leurs besoins de base : le logement, l'alimentation, l'éducation des enfants et la santé. Un mouvement coopératif qui a permis à de nombreuses personnes de se donner de nouvelles perspectives d'avenir.

Plusieurs membres et bénéficiaires ont ainsi témoigné des résultats de ces coopéra-

tives auprès d'une délégation de WSM partie à leur rencontre en 2017.

Des femmes rassemblées autour d'arbres fruitiers

Madame Marie-Madeleine Kajinga, 62 ans, est mariée et mère de neuf enfants. Elle habite dans le village de Kangambwa au Katanga. Elle a connu l'Action féminine chrétienne (AFC), organisation de la coupole MOCC, en 2013, lors d'un échange avec une autre maraîchère. Celle-ci lui parla de Lydiane, qui l'avait aidée à écouler ses tomates à Lubumbashi. Celle-ci la fit entrer en contact avec le MOCC : celui-ci a organisé une formation, portant sur l'autopromotion, l'association, et sur la façon d'assurer leur propre développement, sans appui externe. La formation a porté aussi sur la gestion : «*Nous cultivions nos potagers, et Maman Lydiane passait partout à Lubumbashi pour nous trouver des débouchés pour écouler nos produits des champs et gagner de l'argent.*

Cette formation a développé l'esprit d'initiative de Marie-Madeleine, qui a ensuite développé plusieurs projets. Elle s'est associée avec



d'autres «mamans», et ensemble, elles ont créé une coopérative de 28 femmes, ce qui leur a permis d'appuyer financièrement leurs époux pour subvenir aux besoins de leurs familles respectives, que ce soit pour payer les soins de santé, pour veiller à l'éducation de leurs enfants, à leur alimentation, mais aussi pour se constituer une petite épargne bien utile en cas de coup dur, dans un pays où la sécurité sociale est réduite à peau de chagrin.

Avant de devenir membre de cette coopérative, Marie-Madeleine n'avait jamais touché un revenu annuel atteignant les 500 dollars. Aujourd'hui, son revenu moyen est monté à 1.500 dollars par an. Un sacré coup de pouce du destin, qu'elle a construit de ses propres mains, avec l'appui du MOCC. Et depuis, Marie-Madeleine est devenue ambassadrice de sa section locale, et elle conseille vivement les autres à toujours travailler en groupement ou en association.

Ensemble pour la sécurité alimentaire

La coopérative agricole qui s'est lancée à Kipushi, près de la ville de Lubumbashi, illustre bien le rôle important que joue le MOCC dans la région. Les cultivateurs sont incités à mutualiser leurs ressources, mais aussi les risques pour mieux les contrôler. Les coopérateurs y prennent eux-mêmes en charge leur participation financière, mais laissent le MOCC jouer un rôle d'intermédiaire pour l'obtention de crédits pour l'achat des intrants agricoles.

Au départ, Astrid Tshikomba hésitait à se lancer dans la coopérative. Cette mère de quatre enfants de 61 ans ne croyait pas dans les avantages de s'associer, car elle avait connu de mauvaises expériences dans le passé. Elle ne voulait donc pas perdre son temps à écouter des beaux discours sans lendemain ; mais son beau-frère a insisté pour qu'elle participe aux réunions de la coopérative, et Astrid a fini par accepter, sans trop y croire.

Grâce à la coopérative et au soutien du MOCC, elle a pu obtenir des intrants agricoles, via un crédit remboursable après la récolte. Mais alors que la coopérative était sur le point de réaliser sa première grosse récolte, une invasion de chenilles a menacé de réduire à néant les plantations de maïs. Abandonnée par l'ad-



Astrid Tshikomba (au centre), a suivi une formation du MOCC et s'est affiliée à une coopérative agricole.

© IFM

ministration du village, la coopérative a à nouveau pu compter sur le soutien du MOCC, qui lui a procuré des produits phytosanitaires qui ont permis d'enrayer l'invasion. Astrid a donc pu rembourser son crédit, et même conserver une partie supplémentaire des récoltes.

Avant l'accompagnement du MOCC, Astrid récoltait moins de cent cinquante kilos de maïs par an. Actuellement, elle en récolte plus de deux mille, et elle fait preuve d'une grande ouverture d'esprit grâce à la formation reçue. A la suite de cette belle récolte, elle a mieux organisé la répartition de ses revenus : éducation des enfants, satisfaction des besoins alimentaires de la famille, remboursement du crédit et achat de nouveaux intrants.

Parmi ses défis futurs, Astrid évoque la création d'un magasin de stockage des récoltes, d'une école ou d'un centre de santé dans la localité. Elle compte à nouveau sur le MOCC pour l'aider à développer ces infrastructures. Aujourd'hui, elle affirme sans hésiter que l'organisation coopérative mène à un véritable développement.

Tenir compte des générations futures

Le MOCC ne développe pas seulement des initiatives pour sortir de la pauvreté, ses organisations sont aussi impliquées dans le cadre de la responsabilité sociale des entreprises. C'est en effet l'une de leurs options : *«la consommation des ressources naturelles en tenant compte des générations futures !»*

C'est à ce titre que l'AFC a déjà reboisé plusieurs terrains avec ses membres en plantant des arbres fruitiers (orangers, mandariniers et citronniers). Non seulement cela contribue à une alimentation plus variée et équilibrée, mais cela constitue également une source alternative de revenus pour les femmes qui traditionnellement gagnent leur pain en coupant du bois pour en faire du charbon. Ce projet contribue donc à la lutte contre le réchauffement climatique.

Pour encourager cette bonne dynamique, le gouvernement provincial du Haut-Katanga, à travers son ministère des Mines, Environnement et Développement durable, finance partiellement le projet. Cependant, les femmes bénéficiaires du projet l'assurent : ce n'est pas le financement de six mois qui les motive, mais plutôt les avantages générés par la protection de l'environnement et les revenus que la coopérative tirera de ce verger. Pour elles, cette coopérative éduque les jeunes, qui constituent la génération future, à prendre en charge leur développement. Et elles recommandent aux autres à travailler ensemble en groupement ou en association pour plus d'impact et de durabilité.

Grâce à un large soutien

Toutes ces activités du MOCC et de ses membres au Katanga et ailleurs au Congo sont largement cofinancées avec le soutien de la CSC BIE et de la CSC Alimentation et Services, qui ont négocié ces financements auprès des fonds pour la sécurité d'existence du secteur de l'alimentation et services (alimento) et du secteur chimie (Co-Valent).

Solidarité Mondiale est également active dans différents pays d'Afrique de l'Ouest pour promouvoir l'économie sociale et solidaire. Celle-ci représente un levier prometteur dans la lutte pour sortir la population du cycle infernal de la pauvreté ou de la précarité, et atteindre les objectifs de développement durable. 



La plantation d'arbres fruitiers : des revenus alternatifs pour les communautés et une contribution à la lutte contre les changements climatiques.



Plaidoyer pour les jeunes

PAR GIJS JUSTAERT

En novembre 2017 s'est tenu le sommet Union africaine-Union européenne, au cours duquel les vingt-huit états membres européens et les dirigeants des cinquante-cinq états membres de l'Union africaine ont défini leurs collaborations futures. Solidarité Mondiale (WSM) et ses partenaires africains ont donc saisi cette occasion importante pour faire entendre leurs voix.

Le titre ronflant de ce sommet, à savoir «*Investir dans la jeunesse pour un avenir durable*», a plutôt été interprété par l'Europe comme : «*Comment faire pour maintenir les jeunes Africains sans emploi avant tout en Afrique ?*». À vrai dire, l'Europe se soucie davantage de sa propre sécurité que du développement durable en Afrique.

«*Et pourtant, un lien direct existe entre migrations et protection sociale*», affirment les syndicats et les mouvements sociaux. La forte pénurie d'emplois pour les jeunes, les salaires de misère payés dans les emplois existants et l'absence pure et simple de protection sociale sont autant de freins à une vie décente... Et donc des incitants à chercher ailleurs les conditions de celle-ci.

L'avenir de la protection sociale en Afrique

Quel est l'avenir de la protection sociale en Afrique ? Quelles sont les opportunités pour aider les millions de jeunes Africains à trouver un travail décent ? Préalablement à ce sommet, WSM, avec la CSC et la Mutualité chrétienne, en collaboration avec les représentants des pouvoirs publics, les syndicats, les mutualités et les mouvements sociaux de dix-sept pays africains, ont dressé les priorités, ce qui s'est soldé par des recommandations solides et concrètes que nous avons transmises aux hommes politiques lors dudit sommet Europe-Afrique. Et même si, traditionnellement, la société civile est plutôt tenue à l'écart de ce genre de sommet, nous sommes tout de même

Le titre ronflant de ce sommet, « Investir dans la jeunesse pour un avenir durable », a plutôt été interprété par l'Europe comme : « Comment faire pour maintenir les jeunes africains sans emploi avant tout en Afrique ? »



© WSM

parvenus à interpellier un grand nombre de décideurs politiques lors de moments de concertation informels.

Trois de nos conclusions et recommandations les plus marquantes

Un. La protection sociale figure bel et bien à l'agenda politique en Afrique. Pas toujours autant en tête des priorités que nous le souhaiterions, mais différents pays affichent leur volonté politique de s'atteler véritablement à cette problématique. Mieux encore, dans de nombreux pays, le développement de la pro-

tection sociale s'appuie sur des mouvements sociaux, des mutualités et des syndicats. Et les résultats sont au rendez-vous, car ce sont précisément ces pays, le Sénégal et le Mali en tête, qui connaissent de solides avancées sur ce plan. Grâce à son implication des mutualités dans le déploiement de l'assurance maladie, le Sénégal connaît aujourd'hui un taux de couverture de 20%, nettement supérieur à la moyenne régionale.

Trois. Écoutez les Africains, leurs autorités et leurs mouvements sociaux. Par trop sou-

durant le sommet UE-Afrique

vent encore, l'Europe (et pas seulement) met en place des programmes de coopération qui ne tiennent que peu compte des priorités exprimées par les Africains eux-mêmes. Et pourtant, un travail décent et la protection sociale figurent en tête de leurs priorités. Une raison

Deux. L'avenir de la protection sociale en Afrique devra se focaliser sur le groupe étendu de personnes qui n'y a actuellement pas accès, à savoir les travailleurs et travailleuses issus de l'économie informelle, la population rurale, les travailleurs immigrés, les jeunes qui ont des emplois précaires... en d'autres termes : 80

à 90% de la population africaine. Cela reviendra à adapter les systèmes existants afin de les rendre également accessibles à ce groupe de

de plus pour WSM et ses partenaires africains d'aussi placer ces priorités tout en haut de l'agenda politique ! 



En préalable au sommet, les représentants de la société civile de dix-sept pays africains se sont réunis pour rassembler des recommandations solides et concrètes que nous avons transmises aux hommes politiques.

© WSM

La protection sociale à l'agenda international au Salvador

PAR SANTIAGO FISCHER

En septembre 2017, Solidarité Mondiale (WSM) a participé avec certains partenaires au forum de la société civile de l'Union européenne et d'Amérique latine et Caraïbes. Cent-quarante représentants de mouvements sociaux y ont débattu sur trois thèmes : commerce et droits humains, nouvelles recettes pour le développement durable et place de la société civile dans les processus démocratiques.

Cela n'étonnera pas de lire que Solidarité Mondiale et ses partenaires présents¹ y ont plaidé activement pour le droit à la protection sociale. En effet, l'Amérique latine voit plus de la moitié de ses citoyens vivre sans aucune protection sociale et le travail informel y est dramatiquement surreprésenté. Cette demande revêt donc une importance primordiale ! Au quotidien, ce sont plus de vingt organisations

La déclaration finale a été remise sur place aux représentants politiques des deux continents. Elle les appelle à contribuer à l'égalité socio-économique, au respect des droits humains et à la lutte contre le changement climatique, mais aussi à contribuer à la démocratie et à un équilibre entre droits humains, bien-être et commerce. Y est inclus un paragraphe complet sur le droit à la protection sociale, dimension chère à Solidarité Mondiale et ses partenaires.



Le travail se poursuit... en Europe.

Suite à cette rencontre internationale, un noyau d'organisations, composé de Solidarité Mondiale et de couples européennes³, continue le processus entrepris en Europe. En effet, la Commission européenne a entrepris de lancer une nouvelle politique autour des relations entre les deux continents, avec une nouvelle «communication» prévue en septembre 2018, qui marquera la direction à suivre de l'UE pour les dix prochaines années.

Solidarité Mondiale, fort de son plaidoyer construit conjointement avec ses partenaires au Salvador, continue ainsi à peser dans les discussions en mettant en avant les demandes énoncées lors du forum bi-continental. 

partenaires de Solidarité Mondiale réparties en Amérique latine² qui œuvrent pour améliorer les conditions de vie de leurs membres. L'impact de leur travail ne deviendra que plus grand lorsque les autorités politiques mettront en place des systèmes de protection sociale, mais surtout, lorsqu'elles les financeront !

1 RIPESS Amérique Latine, MOJOCA et MTC du Guatemala

2 République Dominicaine, Guatemala, Bolivie, Pérou et Haïti

3 comme CONCORD et la RED EU-LAT (ex-CIFCA)

Le 25 novembre 2017, 2.000 à 3.000 personnes se sont rassemblées à Bruxelles pour participer à la manifestation «Stop aux violences envers les femmes». Nous y étions !



ICI ET LÀ-BAS - N° 111 - PAGE 21

INTERNATIONALISATION

© Paul Corbeel

Stop aux violences sexistes au travail

PAR JENNIFER VAN DRIESSCHE

En 2017, les violences faites aux femmes ont été au cœur de l'actualité mondiale. Solidarité Mondiale (WSM) et la CSC se sont unies avec leurs partenaires pour rassembler des stratégies afin de mettre un terme aux violences sexistes sur le lieu de travail. Cela s'est concrétisé par une journée d'études en Belgique au mois d'avril, ainsi qu'un séminaire international au Costa Rica, avec en ligne de mire les conférences internationales de l'OIT en juin 2018 et juin 2019.

Ce processus international s'est dessiné en Belgique, au sein de Solidarité Mondiale d'abord, avec une journée d'études à Bruxelles, avant de s'envoler vers l'Amérique centrale. Au Costa Rica se sont rassemblées une trentaine de femmes syndicalistes issues de tous les continents – des organisations partenaires de Solidarité Mondiale, et de la CSC – lors d'un séminaire, afin de partager des stratégies, des études de cas, des bonnes pratiques, et de préciser ensemble les revendications clés qui garantiront un impact politique à la conférence internationale de l'OIT en juin 2018 et 2019.

La violence et le harcèlement contre les femmes et les hommes dans le monde du travail ne sont pas un sujet nouveau. Seuls certains pays offrent une protection contre la violence et le harcèlement à l'égard des femmes et des hommes au travail. Ailleurs, on dénonce encore la persistance d'importantes lacunes politiques et réglementaires.

Bien que plusieurs instruments de l'OIT fassent référence à la violence et au harcèlement, ils ne fournissent pas d'orientation quant à la manière de faire face aux différentes situations et ne couvrent pas tous les travailleurs. En conséquence, l'OIT a décidé de lancer un processus visant à établir des normes sur le thème de la violence et du harcèlement contre les hommes et les femmes au travail d'ici juin 2019.

L'enjeu du séminaire d'octobre 2017 était donc, entre autres, de s'y préparer ensemble. Pendant le séminaire, nous avons partagé de nombreuses stratégies déjà mises au point pour inverser cette tendance, telles que l'organisation des groupes vulnérables, l'autonomisation des femmes, le lobbying politique, l'accompagnement des victimes, les alliances avec des mouvements de femmes... Et, «*last but not least*» : travailler aussi au cœur de son organisation à plus de représentativité.

Le processus ne fait que commencer ! 

Justice migratoire... Justice sociale !

PAR JENNIFER VAN DRIESCHE

2017 : plus que jamais, l'enjeu des migrations occupe tous les esprits, en Europe mais aussi à travers le monde. L'Union européenne et les États n'ont cessé de durcir leurs politiques. Face à ce constat, avec le CNCD-11.11.11 et toute une série d'organisations, nous avons fait campagne pour faire émerger l'idée d'une «justice migratoire».



Nonante personnes étaient réunies pour lancer la campagne «justice migratoire, justice sociale» de Solidarité Mondiale.

© WSM

La campagne a été lancée le 14 mars 2017 dans le Mouvement. Une journée pour poser les enjeux mondiaux et mettre l'accent sur les droits du travail et de la protection sociale. Derrière des chiffres, des visages... Justice migratoire et justice sociale sont les deux faces d'une même pièce, celle de la dignité humaine ! Tant au niveau national qu'international, des organisations de la société civile entendent contribuer à des politiques migratoires respectueuses des droits humains et prônant la solidarité.

Des actions en région pour la justice migratoire

A Liège, le 3 juin, la Mutualité chrétienne avec Solidarité Mondiale (WSM) a organisé sa deuxième édition d'Afric@Fonck durant laquelle la justice migratoire était au centre de la journée: plus de trente associations rassemblées pour une journée festive, familiale et multiculturelle ! Tout comme à Tournai, le 14 mai, lors de la dixième édition de la Journée des Partenariats organisée par la Mutualité chrétienne Hainaut

Picardie et de Solidarité Mondiale, qui a encore rassemblé près de 600 personnes !

L'action «Communes hospitalières», portée par le CNCD, a elle démarré le jeudi 14 septembre, devant plusieurs maisons communales du pays. Nous nous sommes réunis pour demander des politiques locales plus accueillantes envers les migrant-e-s. L'action dans les communes a eu un bon succès et se poursuit en 2018.

Des outils pédagogiques pour convaincre

Dans le cadre de la campagne, un ensemble d'outils pédagogiques et d'animations étaient mis à disposition des animateurs dans une mallette pédagogique produite par le CNCD-11.11.11., tel que le «carnet de route des travailleurs migrants», que nous avons produit avec la CSC. Des formations ont été organisées en région pour faire connaître cette mine d'in-

formations et d'outils utiles pour renverser les nombreux préjugés sur la question migratoire.

12 & 13 décembre : mobilisations en coalition pour la justice migratoire

Les 14 et 15 décembre, les gouvernements des États membres de l'UE se sont réunis à Bruxelles. A l'agenda, les migrations s'imposent de sommet en sommet à l'ordre du jour, sans pour autant trouver de solution coordonnée et digne à l'échelle européenne. Et si l'on remettait un peu de justice dans tout ça ? Revendiquer la lutte contre les inégalités

mondiales et l'importance de créer des voies sûres et légales d'accès au territoire européen constitue une piste sérieuse que de nombreux citoyens et organisations sont prêts à défendre. C'est ce à quoi s'est attelé le **Contre-sommet citoyen du 12 décembre à Bruxelles**.

Le lendemain, c'est une **grande mobilisation dans les rues de Bruxelles** qui était organisée. Ensemble, sous les bannières de la justice migratoire et de la justice sociale... Ni repli sur soi, ni mondialisation débridée ! Près de 4.000 personnes ont participé à cette vaste mobilisation. 

2017 : DÉJÀ PLUS DE 25.000 POUR DES #VÊTEMENTS CLEAN !

Une année... Deux campagnes de front ! Après un «contrôle de tshirts» lors du Tour des Flandres pour amateurs le 1^{er} avril qui a fait son buzz sur les réseaux sociaux, la campagne nationale #vêtementsclean¹ a explosé. Des équipes #vêtementsclean se sont manifestées partout jusqu'au Tour de France de passage à Verviers. Une pétition a été massivement signée, aussi bien par des citoyens lambdas que par des sportifs de haut niveau. Résultat : plus de 25.000 supporters de #vêtementsclean rien qu'en 2017 !

L'objectif de la campagne #vêtementsclean est de convaincre les entreprises belges de vêtements sportifs d'évoluer vers une production éthique de leurs tenues de sport. Il reste encore du pain sur la planche en 2018 ! Rendez-vous sur www.vetementsclean.be pour faire entendre la voix des citoyens et consommateurs.

1. Une campagne pour des vêtements de sport propres à l'initiative de la CSC, la CSC Sporta, l'ACV-CSC METEA, la CNE, la CSC Alimentation et Services, la CSC Services publics, la Mutualité Chrétienne, énéoSport et Altéo, en collaboration avec achACT. Animée par Solidarité Mondiale (WSM).



À Verviers lors du passage du Tour de France, près de mille personnes ont signé la pétition pour des vêtements clean!

C'était 2017

82 partenaires
dans le Sud



20 pays



2.564
donateurs
individuels



521
organisations
locales



37 collaborateurs
en Belgique



4 collaborateurs
dans le Sud



40 villes et
communes



2 provinces



7.890 abonné-e-s
à nos newsletters



5.922 fans sur
Facebook



24.545 signatures
à notre pétition
#VêtementsClean



Merci pour votre solidarité.
Ensemble, nous faisons
la différence !



www.solmond.be • Merci pour vos dons • Cpt : BE96-7995-5000-0005

Solidarité Mondiale dans votre région

Brabant Wallon : boulevard Fleur de lys 25-1400 Nivelles - 067.21.89.91 • Bruxelles - rue Pléiades 19-1000 Bruxelles - 02.508.89.60 • Charleroi : boulevard Tirou 167-6000 Charleroi - 071.31.22.56
• Hainaut Occidental : avenue des États-Unis 10 bis 8-7500 Tournai - 069.88.07.62 • Hainaut Centre : rue Marguerite Bevoets, 10-7000 Mons - 065.35.39.63 • Liège : rue Saint-Gilles 29-4000 Liège
- 04.232.61.61 • Luxembourg : rue des Déportés 39-6700 Arlon - 063.21.87.33 • Namur : place l'Illon 17-5000 Namur - 081.22.68.71 • Verviers : rue du Palais 25, 4800 verviers-087.33.77.07

